



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier
révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière
révolutionnaire

Supplément à CPS n°71 -

12 décembre 2018

Macron répond à la crise des "gilets jaunes" en amplifiant l'offensive contre la Sécurité sociale.

Pour la classe ouvrière et la jeunesse, l'issue ne peut passer que par le combat pour le front unique des organisations du mouvement ouvrier, pour la rupture des directions syndicales avec le gouvernement Macron, en vue de le défaire pour pouvoir espérer le chasser

On ne peut rien comprendre à la place qu'a occupée et qu'occupe le mouvement des "gilets jaunes" si l'on ne commence pas par dire dans quel contexte il est apparu.

Vote de la loi de financement de la Sécurité sociale, vote du budget : des attaques majeures contre le prolétariat auxquelles les directions syndicales n'ont même pas fait mine de s'opposer

Le budget de la Sécurité sociale a été voté le 3 décembre : disparition des cotisations sociales dites « ouvrières », transformation-liquidation des hôpitaux de proximité, remises en cause de toutes sortes du droit aux soins.

La loi de finances a été adoptée en première lecture à l'Assemblée, aggravée par la majorité réactionnaire du Sénat arrive en seconde lecture. Elle y sera aggravée dans ses conséquences pour les masses, au nom de baisse des recettes provoquée par la suppression de la "taxe carbone". Elle contient, entre autres, la suppression de milliers de postes dans l'enseignement, aux Finances, la baisse des retraites (+0,3% pour 2% d'inflation), l'augmentation de la CSG confirmée pour les retraités et fonctionnaires, la baisse des APL. D'un côté il y a les cadeaux fiscaux aux "premiers de cordée" sur l'ISF, l'instauration d'une fiscalité privilégiée sur les revenus financiers (flat tax), de l'autre l'alourdissement de la fiscalité sous tous les prétextes pour la classe ouvrière mais aussi pour les couches sociales en voie de prolétarianisation : petits commerçants, artisans, petits et moyens paysans, etc.

Les dirigeants syndicaux n'ont pas levé le petit doigt ni contre l'adoption de la loi de Finances ni contre celle du financement de la Sécurité sociale.

Martinez : "Macron est légitime". L'intersyndicale : soutien de fait à la répression policière en réponse à la demande de Philippe

Martinez, dirigeant de la CGT, vient d'en donner la vraie raison dans son interview au *Monde* : "Nous n'appelons pas à marcher sur l'Elysée, ni à la démission de Macron, ni à la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais M. Macron une fois élu s'est vu sur un nuage (...). Et ce n'est pas parce qu'on est légitime que l'on fait ce que l'on veut, sans rien écouter."

Si Macron est légitime, ses réformes le sont aussi sous réserve "d'écoute" c'est-à-dire de "dialogue social".

C'est ce qu'indique le communiqué intersyndical CGT-CFDT-FO-FSU-CGC, marqué du sceau de l'infamie : "Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications."

La violence dénoncée... c'est celle des lycéens. Pour que l'on comprenne bien, Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, précise : "Solidaires n'a pas signé car ils voulaient une dénonciation des violences policières et une décision d'action. Ce qui ne faisait pas accord de tous à ce stade." Il s'agit donc d'un soutien pur et simple à la répression policière.

C'est cette politique de soutien au gouvernement via le "dialogue social", soutien qui s'est encore accru ces derniers jours, qui a libéré tout l'espace occupé par les "gilets jaunes".

Les "gilets jaunes" : des soutiens de tous les horizons

S'agissant de ce mouvement, la variété des soutiens qu'il reçoit peut étonner. Il faut le rappeler : les premiers et les plus enthousiastes sont venus des formations ultra-réactionnaires : Rassemblement National de Le Pen, Debout la France de Dupont Aignan, LR de Wauquiez. Ils ont appelé avant même le 17 novembre, première journée de "barrages", à y participer. Eux qui nous ont habitués à glapir contre les mobilisations du prolétariat et de la jeunesse, réclamant bruyamment en chaque occasion la remise en cause du droit de grève, la réquisition des grévistes et la répression policière, les voilà qui s'émeuvent du sort de ceux qui ne peuvent boucler leur fin de mois, et qui enfilent devant les caméras leurs gilets jaunes.

Étrange encore, le soutien affiché aux "gilets jaunes"... par les syndicats de policiers, ceux-là même qui organisaient il n'y a pas deux ans – à l'occasion du mouvement contre la loi El Khomri - des manifestations factieuses contre "la haine anti-flic", réclamant que soient jetés en prison les ouvriers et jeunes qui manifestaient, se plaignant du prétendu "laxisme" des juges à l'égard des manifestants.

Mais les soutiens ne viennent pas que de ce côté-ci. Mélenchon et LFI leur ont immédiatement emboîté le pas, dans les termes les plus enthousiastes. Puis, de jour en jour, les partis et organisations issus du mouvement ouvrier, à très peu d'exception près, ont manifesté le même soutien : le PCF, la grande majorité de ce qu'il est convenu d'appeler "l'extrême gauche" (NPA, LO, POI) et au bout du compte les directions syndicales elles-mêmes.

L'étonnant arc-en-ciel politique des soutiens aux "gilets jaunes" exige d'avoir une appréciation politique précise sur ce dont il s'agit ici.

Un mouvement totalement dirigé par la petite-bourgeoisie et des forces politiques ultra-réactionnaires

Le point de départ du mouvement, c'est la décision du gouvernement d'une taxe sur les carburants. Du point de vue de la défense des intérêts ouvriers, on ne peut qu'être opposé au fait qu'une telle taxe s'applique au travailleur contraint de prendre son véhicule – compte tenu de la déshérence dans laquelle sont maintenus les transports en commun – comme on ne peut qu'être opposé à tous les impôts indirects (en particulier la TVA) qui touchent proportionnellement infiniment plus les couches populaires que la bourgeoisie. Mais d'emblée le mouvement se développe comme un mouvement rassemblant toutes les classes, contre le "racket des automobilistes" – il y a des automobilistes dans toutes les classes. Mieux même, il interdit en son sein toute expression propre des intérêts de classe du prolétariat. Ce n'est nullement un hasard si le mouvement des "gilets jaunes" interdit en son sein tout sigle syndical, tout autre drapeau que le drapeau bleu blanc rouge, le drapeau des Versaillais qui ont écrasé la Commune de Paris, le drapeau derrière lequel ont été enrôlés et envoyés à la mort des millions de prolétaires en 1914, le drapeau de toutes les répressions coloniales hier et aujourd'hui en défense de "l'empire français".

Par ailleurs, de l'extrême droite à l'extrême gauche, tous s'émerveillent de la "spontanéité" de ce mouvement. En réalité, sa spontanéité est relative. Les forces organisées y existent, même si, dans le cas présent, elles se déguisent sous le masque de l'"apolitisme". Patrons du bâtiment (qui viennent d'ailleurs d'obtenir immédiatement satisfaction sur leur revendication d'exonération de taxes), responsables locaux du syndicat des paysans FNSEA (dirigé par les gros paysans et archi-réactionnaire), et aussi militants connus des groupes d'extrême droite et fascistes qui ont en toute hâte effacé de leur compte Facebook les propos racistes et homophobes, les références à leurs campagnes électorales antérieures au service de Le Pen, Dupont Aignan ou Fillon : tous sont à la manœuvre.

Les Buhler, Drouet, Cauchon, Chalenzon, Miralles, figures connues du mouvement, ont tous en commun leur engagement dans les eaux fangeuses du FN, de DLF, de LR. D'ailleurs, à l'intérieur des "barrages", dans les manifestations, les exactions racistes et homophobes ont droit de cité sans rencontrer la moindre résistance, la plus connue étant cette répugnante livraison à la police de migrants cachés dans un camion-citerne, à un "barrage" dans le département de la Somme. Dis-moi qui tu hantes, qui tu acceptes, qui tu tolères, qui te soutient, et je te dirai qui tu es ! La devise s'applique ici entièrement.

L'expression du déclassement des couches de la petite-bourgeoisie, comme résultat de la crise du capitalisme

Ce serait pourtant une erreur de voir dans ce mouvement le simple résultat d'une manipulation des groupes politiques réactionnaires. Car les mots d'ordre et les "barrages" dont ils ont pris l'initiative ont incontestablement rencontré un écho dans la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, et aussi de certaines franges du prolétariat.

C'est un fait : l'extrême concentration du capital commercial, la concentration des grandes surfaces négociant avec les producteurs – notamment les agriculteurs - leurs marchandises en leur mettant le couteau sous la gorge, a mis au bord de la ruine des milliers de petits commerçants hors d'état d'obtenir les mêmes conditions.

La même concentration est à l'œuvre dans les transports, le bâtiment, l'artisanat...

Dans l'agriculture, toute la politique des gouvernements successifs a visé à la concentration agricole dans de grandes "fermes usines" au nom de la compétitivité de l'agriculture française.

Le résultat est l'endettement grandissant de ces couches sociales sous le joug impitoyable des banques, et à la campagne des trusts agro-alimentaires.

Écrasées par le capital financier et les banques, ne trouvant aucune issue du côté du mouvement ouvrier à cause de la politique de ses dirigeants, ces couches sociales ne voient d'autre ressource que de tourner leur rage contre l'État, considéré comme responsable de ses impôts et de ses taxes. Mais se trouve ainsi englobé dans le combat contre "les taxes" le combat réactionnaire pour la liquidation des cotisations sociales - donc pour la destruction de la Sécurité sociale –, pour la restriction des "dépenses publiques" – donc pour la suppression de milliers de postes de fonctionnaires (enseignants, hospitaliers, etc.). En ce sens, sous couvert de combat contre l'État, il s'agit d'un combat pour faire retomber sur le prolétariat le poids de sa propre crise et déchéance sociale.

La présence de prolétaires

Mais il serait vain de cacher que sur les "barrages" et dans les manifestations, on trouve aussi nombre de prolétaires : ouvriers de petites entreprises, intérimaires, auto-entrepreneurs, travailleurs "uberisés", retraités pauvres.

La situation commune de ces couches prolétariennes, c'est qu'elles sont dénuées de la plupart des protections collectives, des droits acquis en matière de temps de travail, de congés, de salaire dont peuvent encore bénéficier d'autres couches du prolétariat comme résultat de combats séculaires de la classe ouvrière.

Or la classe ouvrière comme classe n'existe qu'à travers des droits collectifs : droit du travail, conventions collectives, Sécurité sociale, droit à l'instruction pour ses enfants, etc.

En dehors de ces garanties collectives, le prolétariat est ramené à une poussière d'individus engagés dans la lutte de chacun contre tous, et à ce titre pouvant être enrôlés au service d'autres classes. C'est ce qui se déroule sous nos yeux.

L'existence même du mouvement des "gilets jaunes" constitue une condamnation sans appel de la politique des appareils syndicaux et des dirigeants du PS et du PCF

Or précisément, ces couches prolétariennes sont d'abord victimes de la politique des gouvernements au service du capital financier, dont toutes les réformes visaient à la dislocation de la classe ouvrière comme classe : réformes permettant le renouvellement des CDD, statut "d'auto-entrepreneur" créé par Sarkozy, liquidation du principe de faveur et donc de la protection des conventions collectives, etc.

Mais il faut le rappeler, l'ensemble de ces contre-réformes (récemment, par exemple, la loi El Khomri et les ordonnances Macron) n'ont pu passer que par le biais du "dialogue social" constant avec les appareils syndicaux, lesquels ont tout fait pour interdire à la classe ouvrière d'affronter victorieusement les gouvernements successifs. Pour ne prendre que l'exemple des intérimaires, tous les "plans sociaux" négociés par les dirigeants syndicaux commençaient toujours par le licenciement des intérimaires, les bureaucrates syndicaux acceptant de faire la distinction entre "licenciements secs" et les autres (c'est-à-dire le licenciement des intérimaires). C'est cette politique qui a créé une situation où des pans entiers du prolétariat se détournent des organisations syndicales et cherchent ailleurs, hors de la classe ouvrière, une issue à leur propre misère.

La responsabilité des directions syndicales est donc totale. Comme celle du PS (et du PCF), auxquels, à quatre reprises depuis 1981, les travailleurs ont donné la majorité. PS et PCF ont décidé de s'associer à des organisations bourgeoises pour faire une politique au service exclusif de la grande bourgeoisie, refusant de constituer des gouvernements des organisations ouvrières qui leur auraient ouvert une perspective.

Des objectifs réactionnaires. Un soutien politique réactionnaire de la part des dirigeants syndicaux, du PCF, de "l'extrême gauche"

La composition sociale du mouvement des "gilets jaunes", l'existence parmi eux de prolétaires parmi les plus exploités n'en fait en rien un mouvement allant dans le sens des intérêts ouvriers. Ce qui détermine la nature de ce mouvement, c'est la nature de sa direction et la nature de ses objectifs politiques. Même si du fait de son caractère chaotique on y trouve trente-six cahiers revendicatifs, il est incontestable que son axe politique, c'est le refus des "taxes", la "baisse des impôts en général", mot d'ordre en réalité tourné contre la Sécurité sociale, contre la Fonction publique, dans la tradition du mouvement poujadiste. En témoignent les agressions systématiques organisées contre les centres des finances publiques et leur personnel.

Pour justifier leur soutien politique au mouvement, les dirigeants des syndicats, le PCF et autres NPA, LO, POI exhibent le fait qu'on trouve à côté de l'exigence de la baisse des taxes, celle de l'augmentation des salaires et du SMIC, des retraites, etc. Outre le fait que ces mots d'ordre ont largement une fonction de camouflage des objectifs réellement poursuivis, il faut être précis.

Par exemple le mot d'ordre de "défense du pouvoir d'achat" n'est pas en réalité un mot d'ordre ouvrier. La question du pouvoir d'achat concerne là encore toutes les classes, à la différence du mot d'ordre d'augmentation du salaire (de son échelle mobile, c'est-à-dire de son indexation automatique sur les prix).

Geoffroy Roux de Bézieux, président du MEDEF : "Nous sommes d'abord face à une révolte fiscale que les patrons partagent. La seule solution, c'est la baisse des prélèvements"

Mais il faut être plus précis encore. Après que le gouvernement a cédé sur la taxe des carburants par la voix de Macron lui-même, plusieurs représentants des "gilets jaunes" ont été interrogés. Citons Laurence De Walle, représentante du Val-d'Oise (France Info, 5/12) : "Cela ne suffit pas. Il y a aussi la question du pouvoir d'achat. Les gens veulent pouvoir vivre de leur travail. Mais il ne faut pas augmenter le salaire brut, ce qui mettrait en difficulté nos petites et moyennes entreprises. Il faut diminuer les charges pour augmenter le salaire net."

Cet objectif a le soutien enthousiaste du MEDEF (voir ci-dessus). Il consiste à exiger que Macron aille plus loin dans sa politique de destruction de la Sécurité sociale et de la Fonction publique.

Ainsi lorsque PCF, NPA, LO, etc., somment les travailleurs de revêtir le gilet jaune, ils les invitent à prendre en charge des revendications tournées contre les intérêts de la classe ouvrière. Ils font silence sur les revendications les plus réactionnaires dont :

"Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées" (point 27 de leurs revendications) ;

"Travailler avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile." (point 19) ;

"Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine" (point 20) ;

"Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir Français (cours de langue française, cours d'Histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours)" (point 21), soit en matière de répression contre les migrants et de leur expulsion massive, l'application de la politique de Macron, du RN du PR et autres.

Après quelques velléités de prise de distance qui n'ont pas duré 8 jours, les directions syndicales, en particulier celle de la CGT, leur adressent la même sommation. Notons-le : ce sont les mêmes qui, il y a 18 mois, exigeaient des travailleurs qu'ils votent Macron "pour faire barrage à Le Pen", qui les invitent aujourd'hui à... être sur les barrages avec et derrière les amis de Le Pen.

Les mesures annoncées par Macron : accentuation des attaques contre la Sécurité sociale

Macron a répondu lundi 10 décembre après une nouvelle "concertation". Les directions syndicales s'étaient pliées à une grande "concertation" dans la journée après que la CGT a annoncé une nouvelle "journée d'action" le 14 décembre "pour de véritables négociations". Qu'a dit Macron ?

- "revalorisation" du SMIC de 100 euros "sans qu'il en coûte un sou à l'employeur", donc financé collectivement par les travailleurs par l'impôt ou de nouvelles coupes dans les budgets sociaux ;
- défiscalisation des heures supplémentaires, exemptées de toute "charge" – c'est-à-dire de cotisation sociale ;
- prime exceptionnelle sur la base du "volontariat" des patrons, également exemptée ;
- annulation de l'augmentation de la CSG sur les retraites inférieures à 2 000 euros, sans que soient rétablies les cotisations sociales correspondantes payées par les patrons.

Une partie de plus en plus large des salaires est ainsi exemptée des cotisations (salaire différé) qui financent la Sécurité sociale. Les ressources de la Sécurité sociale sont méthodiquement pillées. Les revendications du MEDEF sont satisfaites.

Les prémices de la mobilisation de lycéens : l'ébauche d'une alternative sur un terrain de classe

Depuis quelques jours se développe cependant dans les lycées un mouvement certes encore limité mais réel. Ses objectifs sont clairement affirmés : contre Parcoursup, pour l'abrogation de la réforme du lycée. Significativement, il se développe d'abord à partir des lycées des quartiers populaires, ceux dont les lycéens se voient barré l'accès aux études supérieures.

Il a fait immédiatement l'objet d'une répression sauvage du gouvernement. Des dizaines de lycéens ont été matraqués ; deux ont été gravement blessés. Plus de 150 lycéens à Mantes-la-Jolie ont été humiliés, mis à genoux mains derrière la tête dans une scène digne de l'armée coloniale en Algérie.

À Gargè-les-Gonesses, où l'un d'entre eux est élève, les enseignants réunis en assemblée générale ont décidé d'être dès le lendemain dans le piquet avec leurs élèves pour les protéger des violences policières. C'est le devoir des directions syndicales de mettre la jeunesse qui cherche à combattre sous leur protection.

L'assemblée générale de Gargè-les-Gonesses indique le terrain sur lequel il est possible de combattre : celui du front uni des syndicats contre la répression d'abord. Mais au-delà, pour que ce front uni se réalise sur les revendications communes à la jeunesse et aux enseignants : retrait de la réforme du lycée général et professionnel, annulation de toutes les suppressions de poste, droit pour les jeunes à la poursuite d'études supérieures dans la filière de leur choix, retrait de la mesure gouvernementale qui multiplie par quinze les droits d'inscription pour les étudiants étrangers (dans un premier temps).

Que se réalise un tel front uni, qu'il prenne la forme de la mobilisation centrale contre le gouvernement à travers une manifestation commune au ministère, et la situation se trouvera radicalement changée. Une voie sera ouverte, radicalement distincte de celle des "gilets jaunes", sur un terrain de défense des intérêts ouvriers.

Œuvrer à ce que la classe ouvrière ouvre une perspective ouvrière à la crise, combattre pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire

La crise du mode de production capitaliste jette des millions de prolétaires dans le chômage. Elle conduit à la remise en cause de toutes les conquêtes antérieures limitant l'exploitation de la force de travail. Elle précipite aussi dans la misère des couches de plus en plus larges de la petite-bourgeoisie.

La seule classe susceptible de sortir de l'impasse la civilisation humaine et d'offrir non seulement au prolétariat mais aussi à la petite-bourgeoisie écrasée par le capital financier une existence véritablement humaine, c'est la classe ouvrière, dont la tâche historique est d'établir, non un nouveau système de propriété privé des moyens de production, mais par la propriété collective des moyens de production, de fonder un régime où tout le travail humain vise à la satisfaction des besoins sociaux.

Mais pour cela, la classe ouvrière doit se doter d'un programme et d'un parti révolutionnaire. Elle doit expulser de sa direction les appareils contre-révolutionnaires qui cherchent à chaque instant à la maintenir dans les fers, à l'attacher au char de l'exploitation capitaliste, de ses contre-réformes par le "dialogue social".

Tant que la classe ouvrière n'est pas à même de se doter d'un tel parti, la crise du mode de production capitaliste ne peut engendrer qu'un chaos politique et économique grandissant. C'est ce à quoi nous assistons. Des franges du prolétariat peuvent même se trouver enrôlés derrière la bannière de telle ou telle fraction de la classe exploiteuse. Telle est la signification du mouvement des "gilets jaunes". Pour les révolutionnaires, l'ennemi n'est évidemment pas le prolétaire désemparé et conduit ainsi à l'impasse. L'ennemi est celui qui l'a jeté dans le désarroi, au sommet des appareils contre-révolutionnaires,

Œuvrer à la résolution de cette crise de direction du prolétariat, telle est la tâche à laquelle entendent contribuer les militants du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière. Nous vous invitons à vous associer à cette tâche.

